

Déclaration de la société civile africaine et japonaise¹
lors de la
10ème session du Forum pour le Partenariat avec l'Afrique

TEXTE COMPLET DE LA DÉCLARATION

7 Avril 2008

Tokyo, Japon

Excellences,

Monsieur le Premier Ministre, Yasuo Fukuda,

Monsieur le Ministre des affaires étrangères, Masahiko Koumura,

Monsieur le Directeur du secrétariat du NEPAD (Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique),

Monsieur l'Ambassadeur Olukorede Willoughby

Monsieur le Secrétaire général de l'OCDE, Angel Gurría

Mesdames et Messieurs les représentants des Communautés Régionales Économiques d'Afrique,

Mesdames et Messieurs les Membres du Forum pour le Partenariat avec l'Afrique,

Mesdames et Messieurs,

Distingués participants,

Préambule

Je suis extrêmement honoré de vous présenter, au nom de mes collègues, certains de nos points de vue, de nos perspectives et de nos préoccupations qui ont émergé au cours du dialogue entre les membres de la société civile africaine et japonaise au sujet du caractère prioritaire accordé au développement de l'Afrique par le Forum pour le partenariat avec

¹ Présentée par Dapo Oyewole, Directeur Exécutif, Centre pour les politiques africaines et les stratégies de paix, Nigeria et Royaume-Uni, au nom de la délégation de la société civile d'Afrique. La délégation de la société civile africaine incluait Madame Bineta Diop, Directrice Exécutive, Femmes Africa Solidarité, Genève et Sénégal, Dr Akinyi Nzioki, Directrice exécutive, Le Centre pour la terre, l'économie et les droits des femmes, Kenya, et Madame Khady Fall Tall, Présidente, Association Nationale de la Société Civile, Sénégal. Le Forum des ONG du sommet 2008 du G8 au Japon et le réseau des ONG du TICAD IV ont fourni un soutien intellectuel, administratif et logistique inestimable dans le processus de production de ce document.

l'Afrique (FPA) et par le Groupe des huit nations, aussi connu sous le nom de G8.

Nous voudrions commencer par exprimer notre gratitude à nos hôtes qui se sont montrés extrêmement hospitaliers ; le gouvernement du Japon, et en particulier le département africain du Ministère des affaires étrangères, qui nous a également accueilli lors d'un atelier le 4 avril au ministère afin de discuter et d'échanger à propos de certaines des questions que nous allons aborder aujourd'hui. Nous sommes reconnaissants à Monsieur Kidera pour son discours d'ouverture de l'atelier qui nous a fort inspiré la semaine dernière.

Nous savons également que le gouvernement japonais accueillera la 4ème Conférence Internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD) le mois prochain, et nous espérons que le rôle moteur joué par le gouvernement japonais au sein du G8, du FPA, et du TICAD aboutira à son engagement encore plus fort pour le développement de l'Afrique, et permettra que les différents mécanismes mentionnés ci-dessus se renforcent les uns les autres.

De plus, nous voudrions souligner que le Japon est entré dans l'histoire du FPA aujourd'hui en étant le premier pays accueillant le FPA à autoriser les organisations de la société civile à assister officiellement à une partie des réunions du FPA et à délibérer avec vous au cours d'une session interactive et ouverte. Nous remercions le gouvernement du Japon pour son rôle décisif à cet égard. Nous espérons sincèrement qu'en reconnaissance de la valeur que nous, représentants de la société civile, pouvons apporter à vos délibérations, et de l'engagement sans faille dont nous avons fait preuve depuis la création du FPA, le prochain co-président du FPA franchira l'étape suivante consistant à nous accorder non seulement un temps de parole dans votre programme, mais à nous gratifier également d'un statut d'observateur afin de respecter l'inclusion et la transparence qui sous-tendent les principes de la gouvernance globale. Ceux-ci ont d'ores et déjà été illustrés par les procédures d'implication de la société civile au sein des Nations Unies et de l'ECOSOCC de l'Union Africaine.

Nous voudrions également remercier le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) et l'unité de soutien du Forum pour le partenariat avec l'Afrique (FPA) pour le rôle-clé de facilitateur qu'ils ont joué afin d'assurer la participation de la société civile au FPA. Nous espérons que nous pourrions bâtir sur ce partenariat afin de concevoir un mécanisme d'engagement de la société civile plus structuré et plus efficace qui deviendra partie intégrante du FPA.

Enfin, nous souhaitons adresser nos remerciements à nos collègues de la société civile japonaise, et en particulier le Forum des ONG du sommet 2008 du G8 au Japon et le réseau des ONG du TICAD IV qui ont fait preuve d'un immense soutien et qui nous ont permis d'être ici pour participer activement à ce processus. Nous les en remercions très chaleureusement.

Le rôle joué par nos partenaires internationaux, représentés ici, est aussi crucial au développement de notre continent et nous voudrions vous remercier également pour vous être engagés à être nos partenaires dans ce voyage en quête de paix, de stabilité et de développement pour notre continent.

Excellences, l'Afrique est à un carrefour décisif. Nous sommes à un moment dans l'histoire où nous pouvons nous tourner soit vers un avenir plus paisible, progressiste et enrichissant soit vers les souffrances et les défis qui ont marqué notre passé récent. Vous, en tant que responsables politiques, êtes dans une position unique de décider dans quelle voie notre continent se dirigera, car vous êtes ceux que nous, société civile, avons élus et à qui nous avons confié la gestion de notre continent. Lors de vos délibérations d'aujourd'hui, nous comptons sur vous pour vous remémorer votre mandat et pour nous diriger dans la bonne direction. Et vous, nos partenaires internationaux, conscients que le futur de l'Afrique est décisif pour celui du reste du monde, nous croyons que vous saisirez cette opportunité pour écouter et comprendre davantage; et pour apprendre à nous soutenir, nous Africains, de la meilleure façon possible, alors que nous prenons en charge notre destin et partageons cette volonté de transformer l'Afrique en un continent paisible, progressiste, démocratique et prospère qui puisse garantir la sécurité humaine à ses habitants et contribuer réellement au développement global.

Bonne Gouvernance, paix et stabilité sont essentielles à la croissance économique et à la réduction de la pauvreté

Alors que s'approche la fin de la première décennie du "Siècle africain", comme l'a surnommé l'un de nos leaders, l'optimisme est de mise. Nous ne sommes plus ce que certains avaient qualifié un "continent désespéré". A l'inverse, au cours de la dernière décennie, Mesdames et Messieurs, des changements de paradigmes ont eu lieu et ont redéfini le paysage politique et économique de l'Afrique entraînant des changements que beaucoup avaient considéré impossibles. Cela atteste de ce que nous pouvons réaliser si nous sommes concentrés, confiants et déterminés.

Nous avons assisté à une vague de démocratisation sans précédent à travers le continent africain – un pas de géant par rapport à la situation d'il y a encore quelques années lorsque notre continent était rempli de dictateurs qui avaient pris le pouvoir par les armes, et non pas grâce aux urnes. Cependant, il reste encore beaucoup à faire pour achever un processus de démocratisation dont l'Afrique a besoin, et qui reflèterait les priorités et les aspirations de l'Afrique, toujours en accord avec les standards internationaux. Bien que nous ayons, en Afrique, adopté la démocratie comme principe essentiel de la gouvernance, certains problèmes fondamentaux demeurent et doivent être abordés en termes de pratique, de procédures et d'institutions démocratiques.

Par exemple, Excellences, nous, société civile, voudrions que rendre nos procédures électorales moins volatiles, plus efficaces et exemptes de toute manipulation, soit une de vos priorités. Nous vous prions également de vous assurer que nos constitutions soient protégées de toute modification, particulièrement vis-à-vis de la prolongation des mandats des gouvernements en place. Au-delà des mots, nous vous prions de lutter concrètement contre le fléau de la corruption qui affaiblit nos économies et nos sociétés. Nous vous prions de permettre à la magistrature d'être indépendante; de garantir que nos médias ne subissent pas de censure, que les droits humains soient considérés comme des droits sacrés; que les forces de police protègent efficacement nos vies et nos propriétés. Nous sommes convaincus que vous vous efforcez de réaliser ce que je viens de décrire. Nous pouvons constater le produit de vos efforts et nous comprenons que certaines limites demeurent, mais nous vous implorons de faire plus et plus vite, car le prix de notre immobilisme s'estime en nombre de vies et de modes de vie perdus. Ce prix est bien trop élevé.

Aujourd'hui, l'Afrique connaît bien moins de conflits qu'à tout autre moment de son histoire récente, et là où ils éclatent, nous avons vu les institutions africaines et les dirigeants du continent être plus proactifs et efficaces dans la recherche de solutions africaines aux problèmes africains. Excellences, nous tenons à reconnaître et saluer les efforts déployés par les gouvernements africains à travers l'Union Africaine et les Communautés Régionales Economiques (CRES) en prenant l'initiative de résoudre les conflits et les différends sur notre continent. Nous sommes conscients des limites et du manque de ressources pour répondre aussi rapidement et efficacement, comme le souhaiteraient nos gouvernements. C'est dans cette optique que nous demandons instamment à nos partenaires internationaux des pays du G8 de tenir leurs promesses faites lors des différents sommets du G8, de fournir un complément de ressources pour le maintien de la paix en Afrique. De même, nous demandons plus d'attention pour remédier aux conditions déplorables et à la situation au Darfour, au Soudan, qui restent une cicatrice sur la conscience de notre continent. Nous demandons également que des ressources soient mises à disposition pour une réforme accrue du volet sécurité et au renforcement des capacités, pour assurer que nos forces de sécurité sont capables de mener à bien leurs rôles et responsabilités dans une ère démocratique et aussi de faire en sorte qu'il y ait une plus grande implication des femmes dans les opérations de maintien de la paix.

La nécessité de renforcer les capacités de nos forces de police dans la lutte contre la criminalité est également fondamentale pour la sécurité des citoyens, et la création d'un environnement favorable pour les entreprises locales afin qu'elles puissent se développer et attirer des investissements étrangers directs (IED). Nous encourageons également nos partenaires internationaux à veiller à ce que les ventes d'armes, particulièrement dans le

théâtre des conflits en Afrique prennent fin et que le volume actuel des échanges et dépenses d'armement soit réorienté pour satisfaire les besoins de base et promouvoir le développement humain. Ce dont nous avons besoin, c'est la sécurité humaine et non la sécurité militaire. L'Afrique souhaite son développement et non des conflits.

Cependant, alors que nous cherchons à promouvoir la paix et la non-criminalité sur le continent, nous ne devons pas seulement mettre l'accent sur les symptômes des conflits et des crimes mais davantage et d'abord sur les causes qui les déclenchent. Il est donc essentiel que nous examinions de plus près les questions de la gestion des ressources naturelles, et la nécessité d'une plus grande attention aux frustrations et au désenchantement de la plupart des jeunes chômeurs, sans pouvoir économique, politiquement marginalisés, socialement réduits au silence et incapable de prendre leur avenir en main. Si nous voulons endiguer la criminalité, les conflits, les migrations démesurées ainsi que l'augmentation des milices violentes, nous devons donner à nos jeunes des solutions alternatives et des voies qui peuvent leur assurer un meilleur avenir et leur permettre de participer plus activement aux décisions des sphères économiques et politiques, de manière à ce qu'ils puissent devenir des agents de la paix et du développement sur le continent.

Les récents événements au Kenya sont une référence dans la manière dont nous les Africains pouvons prendre l'initiative de résoudre nos propres problèmes. Nous devrions toutefois implorer nos dirigeants de faire en sorte que ces types de problèmes qui se traduisent par la discrimination et la destruction, soient évités en premier lieu. Nous espérons vivement que nos dirigeants qui ont montré un leadership extraordinaire dans leur intervention sur la situation au Kenya, feront également preuve de la même sagesse dans le règlement de la situation politique tendue au Zimbabwe. Une intervention urgente et proactive qui reflètera l'engagement qu'ils ont pris pour la paix et la démocratie sur notre continent. En tant que membre de l'Union Africaine et de l'ONU, vous avez tous convenus que vous avez une responsabilité de protection. Excellences, protégez-nous.

Excellences, nous sommes conscients que votre Forum sera axé sur les thèmes de la croissance économique, de la réduction de la pauvreté ainsi que sur les enjeux environnementaux et le changement climatique, nous souhaitons néanmoins mettre en exergue ces questions et préoccupations que nous avons soulevées ci-dessus. Nous sommes fermement convaincus que la bonne gouvernance, la paix et la sécurité sont les bases fondamentales, efficaces et durable au développement ; thèmes à votre ordre du jour pour cette réunion du FPA.

Les sujets de votre orientation thématique d'aujourd'hui sont bien choisis car ils reflètent certaines des questions pressantes des dossiers de l'Afrique. Dans cette optique, permettez-nous de faire quelques brèves déclarations sur ces thèmes, qui reflètent nos espoirs,

nos préoccupations et nos attentes.

Croissance économique et réduction de la pauvreté

La pauvreté demeure un frein au développement de l'Afrique. Ses effets sont dévastateurs et si nous souhaitons la paix, la stabilité ou faire de substantiels progrès nous devons la considérer comme une priorité essentielle. Nous, membres de la Société civile qui avons suivi l'agenda pour le développement de l'Afrique et ses procédés depuis Monterey jusqu'à l'an dernier à Berlin, nous voudrions exprimer notre désillusion quand à l'objectif de l'Aide Publique au Développement (APD) de 0.7% prévu, devenu de plus en plus comme une impossibilité, Et selon l'OCDE, la plupart des donateurs ne sont pas sur la bonne voie pour respecter leurs engagements pour maintenir l'aide et devons faire face à des augmentations sans précédent pour atteindre les objectifs qu'ils se sont fixés pour 2010 à Gleneagles. En outre, il nous semble qu'il y a un changement accru s'éloignant des Objectifs de Développement du Millénaire (ODM) qui sont le point focal pour la réduction de la pauvreté et du développement humain en Afrique. Nous voudrions donc implorer nos partenaires au développement à tenir leurs promesses sur l'aide à l'Afrique, car c'est essentiel pour la réalisation des ODM, mais aussi à veiller à ce que cette aide ne nous soit pas imposée unilatéralement mais décidée d'un commun accord entre les gouvernements et la société civile des pays respectifs. De cette manière, il ne faussera pas la chaîne des responsabilités, les gouvernements devant répondre de leurs engagements devant les citoyens d'abord, avant les autres parties extérieures. En plus cela permet à la société civile de travailler avec le gouvernement dans la bonne utilisation des fonds et la réalisation des objectifs. Ceci nous amène à la question cruciale de l'efficacité de l'aide et de la prévisibilité - comme il est noté dans la Déclaration de Paris sur l'Efficacité de l'Aide - qui sera réexaminé en septembre prochain, lors du troisième Forum des Gouvernements sur l'Efficacité de l'Aide à Accra, au Ghana. Nous voudrions encourager nos partenaires de développement à veiller à ce que l'Afrique reçoit plus d'aide crédible et flexible pour répondre à nos propres priorités, comme nous le prévoyons, et aussi que l'aide ne vienne pas avec de lourdes charges administratives et bureaucratiques qui pèsent davantage sur nos services publics - déjà mises à rude épreuve.

Nous tenons également à noter que pendant que de nombreux pays africains sont en passe d'atteindre et d'autres même de dépasser les 6% de taux requis pour atteindre les ODM, ceci ne se reflète pas automatiquement sur la réduction de la pauvreté si cette croissance n'est pas orientée en faveur des pauvres. Nous exhortons donc nos gouvernements et nos partenaires au développement à :

- a) Intégrer la croissance favorable aux pauvres dans tous les processus de développement ;
- b) S'assurer que les fonds adéquats et prévisionnels sont destinés aux activités qui boosteront le développement économique, p. ex. en investissant dans les PME, en

- fournissant des macro et micro finance, etc. ;
- c) Maintenir des femmes et des jeunes, notamment dans les zones rurales, en tant que point de convergence de tous les efforts de réduction de la pauvreté car ils représentent un pourcentage élevé de ceux qui souffrent le plus de l'impact de la pauvreté ;
 - d) Accorder davantage d'attention à l'économie informelle, ainsi qu'à l'agriculture représentant dans la majeure partie de nos pays l'économie « réelle » de l'Afrique ;
 - e) Supprimer les obstacles au commerce et les subventions qui continuent d'étouffer et d'étrangler les bénéfices des producteurs agricoles africains

A tous les niveaux, la participation de la société civile, notamment les organisations communautaires de base, se doivent d'être assurées que les voix et les préoccupations des populations se reflètent dans les efforts du combat contre la pauvreté et la promotion d'une croissance économique favorable.

Infrastructures

Excellences, l'Afrique a besoin d'un mécanisme fiable et efficace pour rendre concrets ses espoirs, ses compétences et son potentiel : les infrastructures. Sans un approvisionnement en électricité massif et régulier, un réseau routier vaste et bien entretenu, des transports en commun efficaces ainsi que des services publics comme des écoles ou des hôpitaux, notre potentiel restera piégé au royaume des idées et n'accèdera pas à la réalité.

Nous demandons à notre gouvernement et à nos partenaires internationaux de nous fournir les ressources adéquates, de renforcer les capacités et les systèmes pour la construction et la maintenance d'infrastructures bien distribuées, qui aideront l'esprit entrepreneurial des africains à se réaliser de manière optimale, mais aussi qui contribuera à augmenter notre capacité productive et par la-même à augmenter le niveau et la qualité de vie des personnes marginalisées et des pauvres, tout particulièrement dans nos zones rurales.

Technologies de l'information et de la communication

Depuis bien trop longtemps, l'Afrique est restée à la traîne et n'a pas suivi la cadence des avancées technologiques mondiales. Si cette situation perdure, comment pourrions-nous amener notre continent, non seulement à profiter des bénéfices inhérents à la technologie, mais aussi à prendre pleinement sa place dans le village global qu'est devenu le monde ? Les TIC ont la capacité de nous permettre de réaliser un certain nombre de bonds en avant en termes de développement, notamment en rendant le savoir et l'information accessibles et en permettant à nos peuples une plus grande efficacité dans nos processus sociaux, économiques, et politiques. Les TIC permettraient d'assurer une plus grande transparence de nos gouvernements et des processus électoraux plus efficaces et protégés de toute manipulation. Ils permettraient également d'assister la police et de répondre de manière plus rapide et plus efficace aux crimes commis. Enfin, ils permettraient d'améliorer l'éducation de

façon notable sur un continent avide d'apprendre. Les TIC peuvent aussi aider à apporter des services de santé et des services bancaires plus efficaces, en particulier dans les zones rurales. Elles permettraient par ailleurs de combler le fossé dans la communication entre zones urbaines et rurales. Nous vous demandons donc d'investir dans le développement des TIC car les bénéfices qui en découleraient seraient palpables dans de nombreux secteurs. Cependant, nous vous demandons de le faire de manière à répondre aux besoins et aux priorités des communautés africaines.

Excellences, l'Afrique est prête pour les TIC. Des révolutions sociales, économiques, et dans certains cas politiques se sont produites depuis l'introduction de la téléphonie mobile en Afrique il y a une décennie. Aujourd'hui l'Afrique est le marché dont la croissance est la plus forte pour l'industrie du téléphone portable au monde. Excellences, en nous concentrant sur les TIC nous ouvrirons l'Afrique au monde – et le monde à l'Afrique.

Genre

Excellences, à travers les problèmes et les recommandations partagés avec vous aujourd'hui, il apparaît clairement que renforcer le bien-être des femmes africaines constitue l'une des voies les plus directes vers la croissance économique, la réduction de la pauvreté, la paix, la sécurité, et la bonne gouvernance. Nos femmes sont la colonne vertébrale de nos communautés et de nos économies, et pourtant elles restent marginalisées et subissent de plein fouet l'impact du manque de politiques adéquates. Nous voudrions donc voir une plus importante participation des femmes dans les sphères politiques, économiques et sociales afin qu'elles puissent éliminer les obstacles et libérer le potentiel de leadership politique, économique et social qui est le leur. A cette fin, nous demandons que des budgets protégés, et des financements spécifiques au niveau local, national et international soient dédiés aux initiatives de développement des femmes.

Changement climatique et environnement

L'Afrique est hautement vulnérable aux changements climatiques mondiaux, qui auront sans aucun doute un impact social, politique, et économique sur tous les aspects de la vie quotidienne sur le continent : la sécurité alimentaire, la réduction de la pauvreté, la prévention des conflits, etc. Si une action forte et concertée ne vient pas répondre à cette urgence, le changement climatique risque de constituer un obstacle majeur à la vision de l'Union Africaine/NEPAD pour une croissance économique et durable ; il constituera également un obstacle à la mise en œuvre des Objectifs de Développement du Millénaire.

Le changement climatique doit désormais être vu comme la menace principale pesant sur le développement. Aussi nous nous devons de rassembler nos forces et de nous préparer à relever tous les défis liés au changement climatique. Nous devons également commencer à

revoir nos stratégies, politiques et activités afin de nous assurer que nous pourrions non seulement nous adapter, mais aussi en atténuer les effets, avec l'aide financière des pays développés, qui sont les principaux pollueurs. C'est une question d'intégrité et de responsabilité morale.

Cependant, les pays les plus pauvres doivent également participer à cet effort international en donnant, dans leurs politiques et activités économiques, un rôle central à la préservation de l'environnement, à leur adaptation au changement climatique ainsi qu'aux stratégies de réduction de ses effets. En accomplissant tout ce qui est susmentionné, nous vous encourageons à considérer la société civile, non comme des critiques mais comme un acteur et un véritable partenaire de discussion dans la réponse aux changements climatiques.

Nous demandons donc tout particulièrement aux membres du FPA de :

- Faire une priorité du développement d'énergies propres ; nous reconnaissons que les sociétés africaines ont besoin d'un accès adéquat à l'énergie pour leur développement économique et social – y compris aux énergies renouvelables. Nous vous encourageons donc à mettre l'accent sur le développement d'options pour l'Afrique qui mettent en avant les énergies propres, et à créer un équilibre entre le besoin d'énergie et le besoin de conserver l'environnement.
- Fournir des financements pour soutenir une adaptation qui soit séparée des engagements d'aide au développement existants, et qui leur soit additionnelle. Ces fonds devraient être adaptés aux divers besoins au niveau du terrain, et être accessibles aux partenaires de la société civile. Les pays du G8 devraient payer la plus grande partie de ce financement comme compensation pour leur rôle de pollueurs principaux dans le passé comme aujourd'hui. Il existe également un besoin de mettre en place une feuille de route et des objectifs précis et chiffrés.
- Intégrer les questions d'environnement et de changement climatique dans les discussions politiques et réglementaires au niveau local et national. Nous recommandons que les questions relatives au changement climatique et les mesures qu'il impose soit partie intégrante de tous les processus de développement de plans d'action aux niveaux nationaux.
- Mettre en place et assurer le suivi de standards environnementaux internationaux s'appliquant à la fois aux pays industrialisés du G8 et aux pays d'Afrique afin de nous assurer que la promotion d'intérêts économiques ne se fait pas au détriment d'une vision durable de l'environnement. Cela devrait inclure des contrôles dans le domaine de plantations de biocarburant qui se font aux dépens de la production alimentaire et de la biodiversité.

Du besoin de structurer l'implication des organisations de la société civile dans le Forum pour le

partenariat avec l'Afrique

Excellences, en tant que représentants de gouvernements démocratiques, nous savons que vous reconnaissez le rôle de la société civile dans la gouvernance démocratique. C'est ainsi que nous répétons ce que nous vous avons déjà demandé dans nos recommandations de la réunion du Forum pour le partenariat avec l'Afrique et les organisations de la société civile à Moscou et Berlin, à savoir qu'une participation structurée de la société civile devienne une partie intégrante des processus préparatoires du G8 et du FPA. Une implication grandissante, cohérente, continue, et bien organisée de la société civile devrait être assurée par un mécanisme de coordination indépendant des organisations de la société civile qui travaillerait étroitement avec le NEPAD, l'unité de soutien du FPA, le gouvernement du pays-hôte et les groupes de la société civile dans ces pays. Nous avons besoin que vous reconnaissiez que nous, membres de la société civile, puissions nous joindre à votre table et y apporter nos connaissances pratiques, techniques et contextuelles. Elles permettront de contribuer à atteindre les objectifs du Forum. A cet égard et alors que nous tenons à conserver notre indépendance, nous souhaitons travailler avec vous. Telle est notre volonté depuis le début. Ensemble, nous avons décidé de vous présenter une proposition montrant comment nous pouvons vous soutenir pour que nous atteignions nos objectifs communs tout en conservant notre indépendance, dans un travail collectif qui pourrait bénéficier à chacun d'entre nous. Nous espérons que cette proposition sera accueillie favorablement.

Conclusion

Excellences, ce que nous ne sommes en train de dire n'est pas nouveau ; nous ne faisons que réitérer ce que nous avons déjà soulevé lors des précédentes réunions du Forum pour le partenariat avec l'Afrique. Nous vous encourageons donc à vous reporter aux recommandations que nous avons émises au Forum pour le partenariat avec l'Afrique à Londres en octobre 2005, à Moscou en octobre 2006 ainsi qu'à Berlin en Mai 2007. Certains de ces documents sont disponibles ici.

Notre objectif, en tant que société civile africaine et japonaise, n'est pas de critiquer ou de ralentir vos délibérations par des demandes irréalistes, mais de vous aider à mieux cerner les besoins et les priorités de ceux que vous cherchez à assister, ainsi que de vous encourager, au moment même où vous avez la possibilité de diriger notre continent dans la bonne direction en prenant les bonnes décisions.

Excellences, nous savons qu'à ce Forum, vous êtes en mesure de faire passer le développement de l'Afrique à la vitesse supérieure ou bien de rétrograder et de rejeter notre continent dans l'obscurité du sous-développement. Nous savons que vous utiliserez le FPA comme un outil et une plateforme pour le changement positif en Afrique et que vous saurez bénéficier de partenariats de plus en plus mûres avec les nations les plus développées du

monde. Nous savons que lorsque l'Afrique atteindra le prochain carrefour, vous prendrez la bonne direction et saurez éviter les obstacles qui ont, en leur temps, bloqué la route vers la paix, la croissance, la stabilité et le développement.

Nous vous remercions très sincèrement de nous avoir donné l'opportunité de partager avec vous quelques aspects du point de vue de la société civile et vous souhaitons des délibérations fructueuses.

-- FIN --